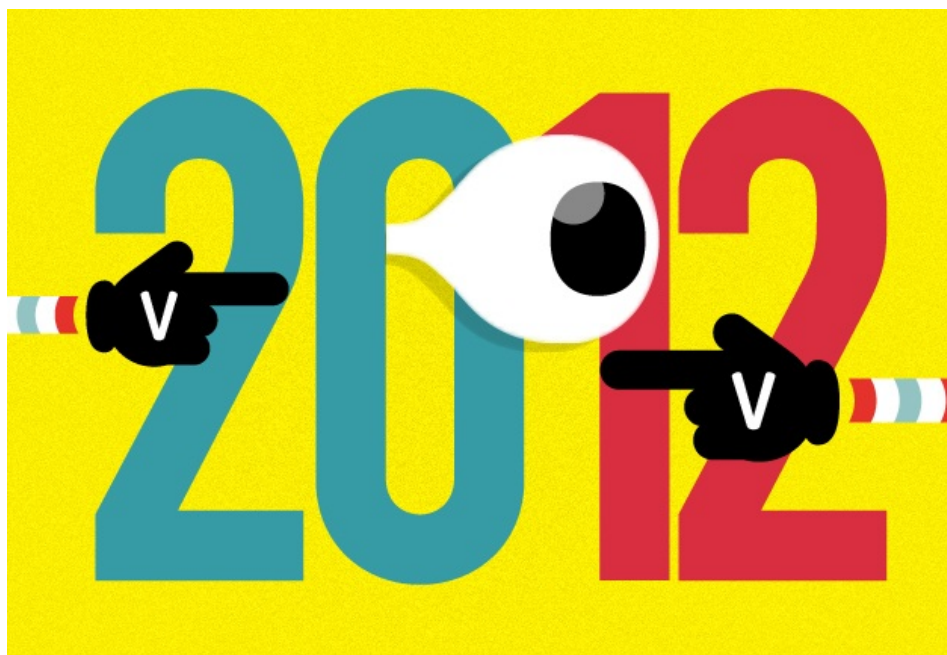


EVA JOLY ATTAQUE LA BANQUE

LE 13 AVRIL 2012 MARIE COUSSIN

A l'occasion des grandes interviews présidentielles organisées par France 2 dans l'émission "Des Paroles et Des Actes", les 11 et 12 avril, les journalistes de données d'OWNI se mobilisent. Et vous livrent un résumé du grand oral des six principaux prétendants, à retrouver sur Le Véritomètre réalisé par OWNI et i>Télé . Morceaux choisis du passage d'Eva Joly.



Énergie, économie, société : Eva Joly s'est largement appuyée sur ses fondamentaux mercredi lors de son passage à DPDA. Elle a cependant osé une comparaison étonnante alors qu'elle était interrogée par le journaliste François Lenglet sur le financement des 500 000 emplois qu'elle souhaite créer dans le secteur du "mieux-vivre ensemble" (places de crèches, prise en charge de la dépendance, etc.).



La prise en charge de la dépendance, en année pleine, c'est 8 milliards. Mais Dexia c'est combien ? C'est combien, la catastrophe Dexia ? Je vais vous le rappeler : pour une seule banque, le risque pour la Belgique et la France est de 20 milliards, plus 90 milliards de garanties. La moitié des 20 milliards c'est pour la France. Donc je vous dis, la dépendance coûte moins cher que Dexia.



En utilisant le terme de "risque", Eva Joly évoque le coût que le démantèlement de la banque Dexia aurait fait peser sur ces Etats. Pierre Mariani, patron du groupe Dexia, a effectivement **cité ce montant** lors de son audition devant la commission spéciale du parlement belge, mais il concernait non pas deux pays mais les trois co-actionnaires de Dexia : la France, la Belgique mais aussi le Luxembourg.

Sur les 90 milliards de garantie, même imprécision dans le détail : **le Projet de loi de finances rectificative pour 2011** fait effectivement mention d'une garantie totale de 90 milliards pour la banque Dexia. Mais dont 32,85 sont supportés par la France, 54,45 pour la Belgique et 2,7 milliards pour le Luxembourg.

Les chiffres bruts de 20 et 90 milliards sont donc corrects, mais le contexte est imprécis.

Des dépendances

La candidate s'en sort mieux dans l'évaluation de la dépendance, bien que le chiffrage précis de son coût ne soit pas chose aisée. Les experts réunis par le ministre des Solidarités et de la cohésion sociale pour le débat national sur la dépendance (dont les études ont été synthétisées dans un rapport datant de **juin 2011**) expliquent qu'il demeure des *"données manquantes et (...) certaines faiblesses statistiques"*.

On y apprend qu'il existe différentes définitions de la notion de "dépendance", comme la *"dépendance stricto sensu"* qui correspond aux dépenses liées à la perte d'autonomie : APA (allocation personnalisée d'autonomie), exonération des cotisations sociales à domicile, tickets modérateurs, etc. Cette dépendance *stricto sensu* est évaluée à 8,3 milliards d'euros pour l'année 2010, soit le chiffre évoqué par Eva Joly, à 3,5 % près¹.

Dans l'estimation globale de cette mission, le rapport y ajoute les soins (14,5 milliards d'euros), l'hébergement (plus de 10 milliards d'euros), les dépenses spécifiques aux personnes âgées classées en seuil de dépendance GIR 5² et GIR 6³ : 1,5 milliard d'euros. Ce qui fait monter la note à 34 milliards d'euros. La démonstration d'Eva Joly selon laquelle la dépendance coûterait moins cher que Dexia n'aurait pas pu se tenir avec de telles données.

Les vérifications des interventions sont réalisées par l'équipe du Véritomètre : **Sylvain Lapoix, Nicolas Patte, Pierre Leibovici, Grégoire Normand et Marie Coussin.**

Retrouvez toutes nos vérifications sur le **Véritomètre** et nos articles et chroniques relatifs sur **OWNI**

Illustrations par l'équipe design d'Owni /-)

1. L'équipe du Véritomètre a fixé des seuils de tolérance pour l'évaluation des chiffres des candidats : si la marge d'erreur entre le chiffre évoqué par le candidat et la donnée officielle disponible est comprise entre 0 et 5 %, nous considérons la citation comme "correcte" ; si la marge est entre 5 et 10 % on la qualifiera d'"imprécise", enfin si la marge est de plus de 10% nous l'évaluerons comme "incorrecte" [↔]

2. personnes âgées ayant besoin d'une aide ponctuelle pour la toilette et les activités domestiques [↔]

3. personnes âgées indépendantes pour tous les actes discriminants de la vie courante [↔]